le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 31 mai 2020 N° 466 PRIX : 0,60 Euro

Mali

Explosions de colère et ras-le-bol social

Sommaire au verso

Sommaire

Éditorial
Mali : Explosions de colère et ras-le bol social
Page 3
- **Mali :** Une intimidation contre ceux qui dénoncent la corruption au sommet de l'État
Page 4
- **Sénégal** : les conséquences dramatiques du couvre feu et de l'état d'urgence sur les petites gens
Pages 5-6-7-8
- **Côte d'Ivoire :** Alors que le coronavirus continue de se propager …
- Le calvaire du transport en commun …
- Pour les capitalistes, le profit avant tout
- Des cadeaux à gogo pour les capitalistes !
- Zone industrielle de Yopougon …
- **Tchad** : Ravalement de façade
Page 9-10
- **Monde** : Aggravation brutale de la pauvreté en Afrique et dans le monde
- **USA** :Après le meurtre de George Floyd

Abonnement

France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbre-poste

Autres pays : nous consulter

Adresse

Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

Éditorial

MALI
EXPLOSIONS DE COLÈRE ET RAS-LE-BOL SOCIAL

L'annonce des résultats définitifs des élections législatives le 30 avril dernier a mis le feu aux poudres et déclenché une série d'émeutes et de manifestations dans plusieurs quartiers de la capitale malienne ainsi que dans de nombreuses villes du pays : Kayes, Kati, Sikasso, Ségou, Mopti, Sévaré, Koutiala, Bougouni, etc. Cela a duré environ deux semaines. Il y a eu de nombreux morts et des blessés graves mais le gouvernement en a minimisé le nombre.

La contestation des résultats officiels des élections entachés de fraudes en faveur des candidats du parti au pouvoir n'a été en réalité que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Derrière cette explosion de colère, il y a le sentiment général de la population contre le régime corrompu du président Ibrahim Boubacar Keïta, contre son incapacité à répondre aux besoins élémentaires de la population tels que l'approvisionnement en eau potable et en électricité dans les quartiers populaires. Le maintien du couvre feu décrété prétendument pour lutter contre la propagation du Corona virus a aussi été dénoncé par les manifestants car il a empêché de nombreuses familles de gagner un peu d'argent pour survivre en faisant du petit commerce. À Bamako par exemple, des manifestants scandaient : «On en a marre du couvre-feu !», «On meurt de faim ou on meurt de coronavirus !» etc.

Le couvre feu a été levé le samedi 9 mai, mais deux jours après, la ville de Kayes a été le théâtre d'une nouvelle émeute après la mort d'un jeune motocycliste, tué par un policier. Les jeunes ont élevé des barricades sur le pont et brûlé des pneus dans de nombreuses rues de la ville pour protester contre cet assassinat qualifié de simple « bavure » par les autorités. Les affrontements entre policiers et manifestants ont duré deux jours. Deux commissariats ont été incendiés ainsi qu'un bâtiment de la préfecture. Le bilan officiel fait état de trois morts et de quelques blessés parmi les manifestants mais certains disent qu'il y en a eu beaucoup plus.

Dans cette ville de Kayes, des manifestations ont déjà eu lieu dès le début du mois de mai lorsque les habitants ont appris que des candidats annoncés comme vainqueurs par les résultats provisoires ont été par la suite déclarés battus au profit des candidats appartenant à la mouvance présidentielle. La situation semblait se calmer après quelques jours de protestation et puis il y a eu la mort de ce motocycliste qui a ravivé la colère. Les jeunes ont été soutenus par leurs parents, notamment par des femmes qui ont pris part aux cortèges. L'une d'entre elles a déclaré : «On a montré notre mécontentement ; nos enfants vont au front, ils ne reviennent pas […] Ça fait deux ans qu'il n'y a plus d'école ; c''est de la mauvaise gouvernance… ».

… /…

À Kayes, à Bamako comme ailleurs c'est le même ras-le-bol social qui s'est exprimé durant ces deux semaines et qui a mis à mal le pouvoir. Les partis qui aujourd'hui se réclament de l'opposition après avoir mangé à la table d'IBK et de ses prédécesseurs, se sentent tout ragaillardis et tentent de récupérer ce mouvement de mécontentement. Les travailleurs doivent se méfier d'eux comme de la peste car la seule chose qui intéresse ces politiciens c'est le pouvoir et les privilèges qu'ils espèrent obtenir en y accédant. Alors que la misère s'aggrave, que le chômage touche de plus en plus de jeunes et de moins jeunes, la seule manière qui permettra aux travailleurs de défendre leurs intérêts en tant qu'exploités et opprimés c'est d'avoir leur propre organisation de lutte indépendante des autres classes sociales.

Mali

UNE INTIMIDATION CONTRE CEUX QUI DÉNONCENT LA CORRUPTION AU SOMMET DE L'ÉTAT

Alors que les corrompus du régime ont pignon sur rue et continuent de piller allègrement les caisses de l'État, le gouvernement malien tente de bâillonner ceux qui dénoncent cette corruption et dévoilent quelques affaires mettant en causes certaines personnalités proches du régime.

C'est ainsi que Clément Dembélé, président de la Plateforme contre la corruption et le chômage (PCC), ex-candidat à la présidentielle de 2018, a été enlevé en pleine rue le 9 mai dernier par les sbires du service de Sécurité de l'État pour être interrogé sur sa soi-disant implication dans une tentative de coup d'État contre le président malien. Il a aussi été interrogé sur les enquêtes que son organisation a menées sur l'acquisition douteuse de certaines propriétés immobilières dans les beaux quartiers de Bamako et sur d'importants dossiers qu'il a constitués sur des ministres et des personnalités proches du président. Il s'agirait de commissions pour l'achat de l'avion présidentiel et d'équipement militaire pour un total de surfacturation de 29,5 milliards de francs CFA *[quelque 44,5 millions d'euros]*.

Après 14 jours de détention, Clément Dembélé a été mis en liberté provisoire en attendant son procès au tribunal prévu pour le début du mois de juillet. Il sera poursuivi selon lui pour «*appel à la désobéissance civile, atteinte à la sûreté de l'État, cybercriminalité et utilisation abusive des réseaux sociaux*». Voilà comment le gouvernement traite ceux qui ont le courage de mettre leur nez dans certaines affaires illicites.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

LES CONSÉQUENCES DRAMATIQUES DU COUVRE FEU ET DE L'ÉTAT D'URGENCE SUR LES PETITES GENS

Depuis le 23 mars, la population sénégalaise est contrainte de vivre sous le couvre feu et l'état d'urgence. Cela a impacté durement la vie économique et sociale du pays mais ceux qui en souffrent le plus ce sont surtout les gens vivant de petits métiers qui leurs permettaient jusque-là à peine de survivre au jour le jour. Du jour au lendemain, ils se sont retrouvés sans aucun revenu ; les marchés sont restés fermés durant plusieurs semaines, les transports en commun ont été considérablement restreints ; la misère s'est aggravée. Aux problèmes liés à la cherté de la vie, aux coupures d'eau et d'électricité dans les quartiers populaires se sont ajoutés ceux liés à la crise sanitaire.

Le secteur de la pêche qui est à 80% artisanale et fournit environ 600 000 emplois directs et indirects, est un des plus touché par la crise du Corona virus. Habituellement les pêcheurs vendent une partie de leurs poissons aux exportateurs et l'autre partie au marché local sur place ou à l'intérieur du pays. Mais à cause des mesures de restrictions, l'exportation a été bloquée tandis que la vente localement a été rendue impossible à cause de la fermeture des marchés locaux. Quant aux employés des entreprises de pêche et des sociétés d'exportation de poissons, ils ont été renvoyés en attendant la réouverture des activités.

L'autre important secteur sinistré est celui du tourisme. Les hôtels et les restaurants n'ayant plus de clients, ont fermé leurs portes. Les employés ont été mis au chômage sans aucune indemnité. Les artisans et les petits commerçants qui vivaient du tourisme se sont retrouvés du jour au lendemain sans revenu.

Des centaines de milliers de familles ont perdu ainsi le peu qui leur permettait de joindre les deux bouts. Certes, le couvre-feu et les mesures restrictives d'ouverture des marchés ont été quelque peu assouplis depuis le 12 mai, mais l'activité économique n'a pas redémarré pour autant. La grande majorité de ceux qui ont perdu leur gagne-pain attendent toujours les aides promises par le gouvernement depuis le mois d'avril.

Le 12 avril, Macky Sall posant devant les sacs de riz destiné à l'aide humanitaire et que beaucoup attendent toujours.

Le président Macky Sall a fait tout un battage médiatique autour de cette soi-disant aide aux déshérités. Le 11 avril il annonçait que l'État allait distribuer 100 000 tonnes de vivres à un million de ménages, soit huit millions de personnes. Il a fait venir des caméras pour filmer la distribution de ces dons lors du lancement de l'opération et puis c'était fini. De nombreuses familles sinistrées attendent toujours ces fameuses aides. La presse locale a fait état de magouilles autour de cette opération qui a enrichi des hommes d'affaires proches du pouvoir et à qui Macky Sall a donné des contrats pour acheter et acheminer ces dons.

Les ministres et leurs griots des médias d'État passent leur temps à marteler l'idée que tout le monde est dans le même bateau et que le gouvernement veillera aux intérêts de tous. Ce qu'ils se gardent bien de dire c'est qu'il y a une petite minorité de

privilégiés et de fortunés qui occupe la première classe et qui ne manque de rien, tandis que la grande majorité est à fond de cale et souffre de tous les maux de la société.

Côte d'Ivoire

ALORS QUE LE CORONAVIRUS CONTINUE DE SE PROPAGER, LE GOUVERNEMENT LUI FACILITE LA TÂCHE

Le 14 mai, le gouvernement a levé certaines des mesures qui avaient été prises il y a moins de deux mois pour freiner la propagation du covid 19.

Jusqu'au 14 juin 2020, voici ce qui a été arrêté : maintien de la fermeture des frontières aériennes, maritimes et terrestres, maintien de la fermeture des bars, boîtes de nuit, cinémas et lieux de spectacles, autorisation des rassemblements jusqu'à un maximum de 200 personnes au lieu de 50 auparavant, maintien de l'isolement du Grand Abidjan, réouverture des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et supérieur à compter du lundi 25 mai 2020 ; réouverture des maquis et restaurants ; port obligatoire du cache nez dans les lieux publics. Le couvre-feu a été levé.

Dans une cour d'école, avant le Covid 19

Le 24 mars, quand l'état d'urgence a été décrété, officiellement le pays comptait moins de 250 cas de covid 19. Aujourd'hui, il y en a 10 fois plus et c'est le moment que le gouvernement a choisi pour alléger les mesures de protection. Chaque jour, selon le bilan officiel, des dizaines de nouveaux cas sont détectés. Ce bilan, tout comme le nombre de morts sont bien en deçà de la réalité à cause des faibles moyens mis en place pour le dépistage des malades. Sans compter que peu de gens se rendent habituellement dans un centre de santé pour une grippe, un rhume ou un palu (des maux auxquels les symptômes du corona virus s'apparentent).

Avec la levée des restrictions et la reprise des classes, ce sont des centaines de milliers de personnes qui vont se mettre en mouvement pour rejoindre leurs établissements. Et comme bon nombre partiront d'Abidjan, épicentre de l'épidémie, le risque de contagion dans les autres villes deviendra plus grand. Déjà, des personnes ayant rejoint leur poste à l'intérieur du pays ont été renvoyées à Abidjan car testées positives après l'apparition de symptômes.

Pour les populations, la levée de certaines des restrictions sonne plutôt comme la fin de la pandémie. Les mesures barrières seront de moins en moins appliquées d'autant plus qu'elles sont difficilement conciliables avec les tâches de la vie quotidienne pour de nombreux travailleurs et employés.

Dans les usines et les chantiers, il n'a jamais été question de réduire le personnel à un effectif de 50 et imposer une distance de 1m entre deux ouvriers. Tout au plus, il y a eu l'instauration du lavage des mains à l'entrée de l'usine ou du chantier avec parfois du savon liquide de plus en plus dilué au fil des jours. De plus, là où il est conseillé de changer de masque toutes les 4 heures, les usines ont rarement distribué plus de deux

masques lavables depuis le début de l'épidémie.

Le risque de contamination est beaucoup plus élevé aujourd'hui qu'au moment où l'état d'urgence avait été décrété. Il n'y a pas encore de remède curatif ou de vaccin sur le marché. Alors pourquoi lever les mesures censées freiner la propagation du virus si ce n'est pour des raisons politiques et surtout économiques ? Parce que dans ce monde capitaliste, la vie et la santé des travailleurs et de leurs familles passent après les profits des capitalistes.

Côte d'Ivoire

LE CALVAIRE DU TRANSPORT EN COMMUN AUX HEURES DE POINTE

Aujourd'hui, le déplacement dans Abidjan est devenu encore plus compliqué. Déjà, avant le coronavirus, aux heures de pointe, il fallait jouer des coudes pour avoir une place dans les bus, gbaka ou autres woro-woro. Les mesures restrictives appliquées au transport en commun ont réduit le nombre de places disponibles dans les véhicules. Du coup, les heures et les files d'attente se sont allongées, sans compter les bousculades. Matin et soir, les bords des artères principales sont bondés. Les terminus de bus et autres gares de gbaka et woro-woro refusent du monde.

À Abobo, il n'est guère plus aisé d'avoir une place dans un véhicule de transport en commun le long de la voie express. Il faut se résoudre à marcher jusqu'à la gare. Des usagers exaspérés et fatigués d'attendre indéfiniment, bravent souvent les interdits en se mettant en surnombre dans les véhicules, quitte à prendre un risque supplémentaire de contamination par le corona virus.

POUR LES CAPITALISTES LE PROFIT PASSE AVANT TOUT !

Des ouvrières de la société Afrimousse en train de coudre des masques en tissu

Sous prétexte de covid-19, les ouvrières de la société Afrimousse-Ci, spécialisée dans la confection de housses de matelas, située à PK 24 dans la nouvelle zone industrielle de Yopougon, ont été mises en « *chômage technique* ». Cela, sans le moindre salaire ! Comme si ces travailleuses et leurs familles devaient aussi arrêter de se nourrir, de payer leur loyer ou de se soigner.

Et pourtant, ce patron a engrangé du profit sur leur dos durant des années. Le gouvernement aurait pu obliger l'entreprise à payer l'intégralité des salaires durant toute cette période de chômage technique. Sauf que ce serait oublier que le gouvernement est avant tout au service de ces capitalistes. Il ne fera rien contre les exploiteurs tant qu'il n'est pas contraint et forcé par la colère des travailleurs ou la crainte d'une révolte.

D'ailleurs, voilà que le prétexte de la Covid a aussitôt disparu quand le gouvernement a commandé des millions de cache-nez payables cash ! Ces ouvrières ont été aussi-

tôt rappelées par leur patron pour venir confectionner des cache-nez en tissu car il y a de quoi faire du profit ! Peu importe à cet exploiteur si ces ouvrières attrapent le Coronavirus dans le transport en commun ou sur leur lieu de travail du moment qu'il s'enrichit sur leur dos !

Côte d'Ivoire

DES CADEAUX À GOGO POUR LES CAPITALISTES !

100 milliards de francs sur la table ! C'est le pactole mis à la disposition des capitalistes par le gouvernement pour soi-disant leur permettre de faire face à la crise du Covid-19. Officiellement, il s'agit d'aider ces pauvres capitalistes à lutter contre « *le chômage massif* ». À qui le gouvernement veut faire gober un tel mensonge ?

La lutte contre le chômage n'a jamais été une préoccupation pour les capitalistes. Bien au contraire, plus il y a de chômeurs, plus ça les arrange puisque le chômage crée de la concurrence entre les travailleurs et fait baisser les salaires. D'ailleurs, pour augmenter leur profit, ces capitalistes poussent les travailleurs à produire toujours plus avec toujours moins d'effectif. Ceux qui sont ainsi laissés sur le carreau viennent grossir à leur tour les rangs des chômeurs.

La lutte contre le chômage que le gouvernement prétend mener n'est qu'un prétexte pour arroser la classe capitaliste, rien de plus ! C'est autant d'argent qui n'ira pas dans les soins pour la population, dans l'éducation publique et dans bien d'autres secteurs utiles à la population. Cela illustre une fois de plus où est la priorité du gouvernement.

PRÉTENDUE AIDE DE L'ÉTAT AUX TRAVAILLEURS : UNE GOUTTE D'EAU À CÔTÉ DES 100 MILLIARDS OFFERTS AUX CAPITALISTES !

Ouvriers dans un chantiers de construction de logements à Abidjan

L'État a promis de soutenir financièrement 20.326 travailleurs dont le contrat de travail a été résilié ou suspendu à la fin du mois d'avril du fait de la Covid19. Ce soutien se traduira parait-il par un paiement mensuel et par catégorie durant 2 mois, soit 60.000 Fr pour un ouvrier.

À supposer que cette somme ne soit pas un mirage et qu'elle ne soit pas détournée par quelques margoulins, elle est insuffisante et ne concernera qu'un petit nombre de bénéficiaires.

Cette crise n'affecte pas qu'une vingtaine de milliers de travailleurs. Des milliers de journaliers dans la même situation n'y auront pas droit car ils ne sont déclarés nulle part et pourtant ils participent à la production et à la vie économique. À ceux-là il faut ajouter les milliers de petites gens qui vivent de petits métiers tels que les apprentis des transports inter-villes, les vendeurs de nourriture dans les établissements scolaires, les vendeurs d'eau, les employés des restaurants, maquis et gares routières, etc. Ils ont tous subi des pertes de revenus durant cette crise sanitaire et il n'y a pas de raison qu'ils soient privés des aides de l'État !

Côte d'Ivoire

ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON
LA VIE DES TRAVAILLEURS EST SACRIFIÉE POUR LE PROFIT

Un grave incendie suivi d'une explosion a ravagé dans la nuit du 10 au 11 mai dernier l'usine Industrap-Carocol. Il s'agit d'une entreprise de fabrication de produits chimiques tels que des diluants, des solvants, etc. Elle est basée dans la zone industrielle de Yopougon. La violence du feu était telle qu'avant même que les pompiers terminent leurs opérations de sauvetage, l'usine était déjà totalement calcinée. Il y a eu un mort parmi les travailleurs. La direction de cette entreprise porte entièrement la responsabilité de ce drame.

Ce qu'on peut considérer ici comme un accident n'en est pas vraiment un, tant cette entreprise est connue pour fouler aux pieds les règles de sécurité les plus élémentaires. Les ouvriers manipulent des produits dangereux sans la moindre protection élémentaire. Même de simples tenues de travail, il n'y en a pas pour tout le monde. On peut bien imaginer ce qu'il en est pour le stockage des produits dangereux. Dans de telles conditions, la survenue d'un tel accident était presque prévisible.

Le Ministre de l'industrie s'est rendu sur les lieux et a versé quelques larmes de crocodile sur le sort de l'ouvrier mort et de l'entreprise sinistrée. Il a fait du blabla sur les mesures de sécurité et a fait de vagues promesses, plus pour calmer les esprits que pour contraindre le patron à assurer la sécurité des travailleurs.

En l'espace de quelques mois, c'est le deuxième incendie causant la mort d'ouvriers dans cette même zone. C'est à nous de prendre le problème à bras le corps et exiger plus de sécurité sur nos lieux de travail.

Tchad

ABOLITION DE LA PEINE DE MORT
SIMPLE RAVALEMENT DE FAÇADE

Depuis le 28 avril dernier, le Tchad fait partie de la liste des pays ayant aboli la peine de mort. En 2016 cette peine avait déjà été abolie sauf pour les personnes condamnées pour des actes terroristes. La nouveauté est que cette dernière restriction concernant les actes terroristes a été abandonnée.

Cette réforme de la législation pénale n'est rien d'autre qu'une farce pour s'attirer la bienveillance des organisations de défense des droits humains qui, depuis des années, pointent du doigt le régime de Deby. Elle est aussi destinée à plaire aux dirigeants des pays occidentaux qui n'osent pas trop s'afficher publiquement en compagnie de ce dictateur très décrié. Ce qui d'ailleurs n'a jamais empêché les dirigeants de l'impérialisme français de faire appel à ses services, notamment dans le cadre des opérations militaires du G5 Sahel.

En tous cas cette réforme pénale ne changera pas d'un iota la nature dictatoriale du régime de Déby. Les tribunaux tchadiens n'infligeront peut-être plus la peine capitale mais pas les forces de l'ordre ni les sbires du pouvoir.

AGGRAVATION BRUTALE DE LA PAUVRETÉ EN AFRIQUE ET DANS LE MONDE

Selon l'ONG Oxfam, 500 millions de personnes supplémentaires (entre 6 et 8% de la population mondiale) sont menacées par la montée de la pauvreté dans le monde à cause des conséquences du ralentissement économique mondial suite à la pandémie du coronavirus. « Cela pourrait constituer (toujours selon Oxfam) à l'échelle mondiale, un recul de dix ans dans la lutte contre la pauvreté et un recul de trente ans dans certaines régions comme en Afrique subsaharienne… ».

Mai 2020 en Afrique du Sud : Des femmes portant des sacs de farine de maïs après une distribution d'aide alimentaire.

Malgré l'aggravation de la crise et la situation de détresse que connaissent actuellement les populations des pays pauvres d'Afrique, le FMI, la Banque mondiale et les grandes puissances impérialistes continuent de ponctionner des sommes astronomiques au titre de règlement des dettes. Cet endettement ainsi que les intérêts qui s'y ajoutent datent de plusieurs décennies. Les dictateurs mis en place par les colonialistes y ont eu recours pour se remplir les poches et pour satisfaire des dépenses de prestige ou leur mégalomanie.

On en arrive à une situation aberrante dans laquelle les gens crèvent de faim mais doivent continuer à se saigner sous prétexte de remboursement d'une dette contractée dans un passé lointain par des dirigeants véreux.

Les crises du passé se sont traduites par des licenciements massifs de travailleurs. Dans plusieurs pays d'Afrique, les révoltes des classes pauvres ont été détournées vers des affrontements interethniques faisant parfois des centaines de milliers de morts comme au Rwanda.

En 2008 lors de la crise dite des subprimes, des milliers de gens sont sortis dans les rues pour crier leur colère contre les hausses brutales des prix des denrées alimentaires de base. Des révoltes de la faim ont éclaté au Sénégal, au Burkina-Faso, en Égypte, en Côte-d'Ivoire …

Même en temps « normal », pour les pays pauvres toute possibilité de développement a toujours été hypothéquée par le poids de la dette et par le pillage capitaliste. Maintenant que ce système mondial est malade et en crise, la rapacité de la bourgeoisie capitaliste qui est aux commandes à l'échelle de la planète, promet d'être impitoyable.

Les travailleurs des pays économiquement développés et leurs frères de classe des pays pauvres ont la force et la capacité de mettre fin à ce système infâme qui mène l'humanité à la catastrophe. Ils peuvent se donner la main pour renverser ce système capitaliste devenu invivable et mettre en place un système basé sur la satisfaction des besoins de tous les êtres humains.

LA COLÈRE S'ÉTEND APRÈS LE MEURTRE DE GEORGE FLOYD

Depuis que quatre policiers à Minneapolis ont étouffé cet homme noir, les manifestations se poursuivent dans l'État du Minnesota, malgré l'état d'urgence et le déploiement de la garde nationale. Elles explosent dans de nombreuses grandes villes, de New York à Los Angeles, jusque devant la Maison blanche. Des milliers de jeunes Noirs, mais aussi des Latinos, des Blancs et des moins jeunes demandent justice, expriment leur ras-le-bol des violences racistes commises par des policiers, le plus souvent impunies.

Les quatre policiers impliqués ont été limogés et l'un d'entre eux a été arrêté et inculpé d'homicide involontaire. Pour les manifestants, le minimum serait qu'ils soient tous les quatre poursuivis pour homicide volontaire. À juste titre, ils continuent donc leur mouvement malgré la menace de Donald Trump de renforcer la répression par l'intervention militaire.

À NOS LECTEURS ET À NOS ABONNÉS

À cause des problèmes de confinement liés au coronavirus, nous n'avons pas pu éditer en version papier les deux précédents numéros de notre journal, c'est-à-dire ceux de mars et avril. Vous pouvez néanmoins les lire sur notre site uatci.org. À nos abonnés, nous prolongerons de deux mois leur abonnement annuel.

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la con- quête du pouvoir.